


Quelles priorités de recherches pour assurer l'avenir des élevages français ?

What research priorities are needed to secure the future of French livestock farming?

Muriel Vayssier-Taussat¹ , Maria Belen Barrio¹, Eric Cardinale², Nathalie Vachiery³, Guillaume Duteurtre⁴, Stéphane Ingrand⁵, Amandine Lurette⁴, Nicolas Bédère⁶, Julie Hervé⁷, Jérémy Le Luyer⁸, Florence Garcia⁶, Fabien Stark⁴, Nathalie Charbonnel⁹, Gaëlle Gonzalez¹⁰, Human Rezaei¹¹, Olivier Bourry¹², Yannick Labreuche¹³, Fabrice Laurent¹⁴, Guillaume Fournier¹⁵, Jean-Luc Guérin¹⁶, Thomas Pollet³, Nicolas Rose¹⁷, Fabienne Archer¹⁸, Bertrand Pain¹⁹, Nicolas Fortané²⁰, Boris Dufлот²¹, Anne Lauwie⁴.

Manuscrit reçu le 22 février 2026 et accepté le 2 mars 2026 ; révision éditoriale le 4 mars 2026
Communication (« moment scientifique ») présentée lors de la réunion de la section Recherche-Enseignement du 18 septembre 2025

Mots-clés : élevage durable, santé animale, bien-être animal

Keywords : sustainable livestock, animal health, animal welfare

- 1- Département Santé Animale, INRAE, Nouzilly, France
- 2- Direction santé et bien-être animal, ANSES, Maisons-Alfort, France
- 3- CIRAD, UMR ASTRE, F-34398 Montpellier, France.
ASTRE, Univ de Montpellier, CIRAD, INRAE, Montpellier, France.
- 4- UMR SELMET, Montpellier, France. SELMET, Univ de Montpellier, CIRAD, INRAE, Institut Agro Montpellier, France
- 5- Département PHASE, INRAE, Nouzilly, France
- 6- PEGASE, INRAE, Institut Agro, Saint Gilles, France
- 7- IECM, INRAE, ONIRIS, Nantes, France
- 8- Univ Brest, CNRS, IRD, Ifremer, LEMAR, F-29280 Plouzané, France
- 9- UMR 1062 CBGP, INRAE-IRD-CIRAD-Institut Agro-Université de Montpellier, Montpellier, France
- 10- UMR 1161 VIRO, ANSES-ENVA-INRAE, Maisons-Alfort, France
- 11- UMR 0892 VIM, INRAE-Université Paris Saclay, Jouy-en-Josas, France
- 12- Unité VIRPIG, ANSES, Laboratoire de Ploufragan-Plouzané-Niort, France
- 13- UMR 5244 IHPE, IFREMER-Université de Montpellier-CNRS-Université de Perpignan, Montpellier, France
- 14- UMR ISP, INRAE-Université de Tours, Nouzilly, France
- 15- UMR EPIA, INRAE, VetagroSup, St Genes Champanelle, France
- 16- Univ Toulouse, ENVT, INRAE, IHAP, Toulouse, France
- 17- Unité EPISABE, ANSES, Ploufragan-Plouzané-Niort, France
- 18- UMR 0754 IVPC, INRAE - Université Lyon1 - EPHE-PS, Lyon, France
- 19- Univ Lyon, Université Lyon 1, INSERM, INRAE, SBRI, Stem Cell and Brain Research Institute, Bron, France
- 20- UMR IRISSO, Université Paris Dauphine-CNRS-INRAE, Paris, France
- 21- Département Économie, Institut de l'Élevage - Idele, Paris, France



Citation

Vayssier Taussat M et al. (2026) Quelles priorités de recherches pour assurer l'avenir des élevages français ? [What research priorities are needed to secure the future of French livestock farming?] *Bulletin de l'Académie vétérinaire de France* 179: 71180. <https://doi.org/10.3406/bavf.2026.71180>

Contexte et enjeux

L'élevage en France est un secteur économique majeur, non seulement pour les zones rurales, mais aussi pour l'ensemble de l'économie du pays. Il représente environ 40 % de la valeur de la production agricole française. La production bovine (viande et lait) est particulièrement dominante, suivie des productions porcine, avicole, ovine et caprine. La France se distingue également par l'importance de ses productions aquacoles, notamment dans l'ostréiculture et la pisciculture, en particulier de salmonidés.

Le secteur de l'élevage est crucial pour l'emploi rural, avec des centaines de milliers de personnes directement concernées, notamment dans des zones où les autres sources de revenus sont parfois limitées. Il génère également des emplois indirects, dans les filières amont et aval, telles que les industries de la transformation alimentaire, la logistique et la vente. La France est en conséquence exportatrice de produits issus de l'élevage, tels que des produits laitiers, des bovins vivants, de la viande bovine, porcine, de volailles et d'espèces issues de l'aquaculture et conchyliculture. Cela contribue positivement à la balance commerciale française, en particulier vers les pays européens, l'Afrique et l'Asie. L'élevage soutient également des filières connexes, telles que l'agro-industrie (alimentation animale, par exemple), l'industrie du médicament vétérinaire, le machinisme agricole, ainsi que le tourisme et la culture.

Toutefois, l'élevage est aujourd'hui au cœur de transformations profondes, liées à la convergence de plusieurs dynamiques : changement climatique, changements d'usage des sols, érosion de la biodiversité, pressions environnementales, crises sanitaires à répétition, évolution des marchés agricoles, attentes sociétales croissantes envers le bien-être animal ou l'empreinte écologique des productions. Ces transformations interrogent la viabilité des modèles actuels d'élevage français, souvent caractérisés par une forte spécialisation des exploitations, une intensification des pratiques et une déconnexion progressive entre les systèmes de productions animales, végétales et les ressources des territoires dans lesquels ils s'inscrivent. Dans ce contexte, les activités d'élevage sont confrontées à plusieurs défis majeurs :

- **Des défis environnementaux**, en raison de leur contribution au dépassement des limites planétaires (cycles N et P, émissions de gaz à effet de serre, usage des terres, biodiversité, ressources en eau).
- **Des défis sanitaires**, marqués par une augmentation des risques d'émergence et de propagation d'agents pathogènes, liés aux changements globaux et à l'intensification des échanges.
- **Des défis économiques**, avec la fragilisation de l'attractivité du métier d'éleveur et de la résilience socio-économique des exploitations.
- **Des défis sociétaux**, avec la multiplication des controverses portant sur l'impact environnemental, le bien-être animal, ou la place des produits issus de l'élevage dans les systèmes alimentaires.

Ces défis sont rappelés dans divers documents de référence aux échelles nationale [1, 2], européenne [3, 4] et mondiale [5]. Ces documents, parus pour la plupart en 2024, illustrent l'urgence de faire évoluer les systèmes d'élevage et les outils de prévention et de lutte contre les maladies.

Les besoins prioritaires de recherche

Les priorités de la recherche en élevage doivent être définies afin d'accompagner les exploitations vers une plus grande durabilité, en proposant des solutions opérationnelles leur permettant de s'engager résolument dans une dynamique de transition agroécologique.

Pour ce faire, quatre enjeux transversaux majeurs doivent être pris en considération :

- Dans un contexte d'évolution des attentes sociétales vis-à-vis de l'élevage et de l'apport des connaissances sur la cognition des animaux, il est primordial d'accompagner la transformation des pratiques en faveur **du bien-être et de la santé des animaux**, considérés comme des critères intégrateurs de la durabilité écologique, économique et sociale. Parmi les leviers de transition identifiés, figurent l'accès des animaux à l'extérieur et le polyélevage, entendu comme la cohabitation raisonnée de plusieurs espèces terrestres ou aquatiques au sein d'un même espace et d'un même système. Ces systèmes doivent favoriser l'expression des comportements naturels des animaux, la stimulation des interactions sociales et écologiques, ainsi qu'une meilleure



adaptation des animaux à la variabilité de leur environnement (« être adaptable » devient prioritaire sur « être adapté »). Ces pratiques s'inscrivent pleinement dans les principes de l'agroécologie, notamment la diversité des espèces et des fonctions écologiques, les synergies entre animaux, plantes et sols, le recyclage des ressources et la résilience face aux aléas climatiques et sanitaires. Cependant, elles peuvent également accroître l'exposition des animaux à des risques climatiques, infectieux ou nutritionnels, rendant nécessaire une compréhension fine des mécanismes d'ajustement mis en œuvre. La recherche doit contribuer à identifier, voire à sélectionner, des animaux qui seront mieux à même de s'adapter à des conditions de vie plus ouvertes et plus diversifiées. Elle doit aussi aider à développer des outils fiables pour évaluer la santé et le bien-être des animaux, qui permettront aux éleveurs d'adapter leurs pratiques en conséquence.

- La conception de **systèmes d'élevage respectueux de l'environnement** devra actionner, aux échelles de la parcelle, de l'exploitation et du territoire, des leviers de complémentarité entre espèces animales, entre cultures-prairies-élevages et espaces semi-naturels, et de densité animale, en tenant compte des compromis nécessaires entre les besoins des filières en place et les ressources disponibles sur les territoires concernés. Pour ce faire, les recherches devront permettre (i) de déterminer la combinaison de leviers pertinents et leurs modalités de mise en œuvre pour bénéficier au mieux des complémentarités citées précédemment, en tenant compte des spécificités biophysiques et sociotechniques du territoire considéré ; (ii) de comprendre les effets de ces leviers sur le fonctionnement des exploitations et des territoires, la biodiversité locale, les processus écologiques associés (émissions polluantes, flux d'N, P, C, consommation de ressources, pratiques d'alimentation des animaux et pratiques de fertilisation des cultures...) et leurs performances. Enfin, les effets de ces leviers devront être évalués dans les systèmes reconçus, au regard des enjeux environnementaux identifiés : limites planétaires, capacités de charge réelles, biodiversité, compétitions entre usages des ressources alimentaires (alimentation humaine et animale) et non alimentaires (ex. production d'énergie).
- Dans un contexte où les changements climatiques, l'évolution des pratiques agricoles et les modifications des usages des territoires transforment profondément les dynamiques éco-épidémiologiques et l'environnement dans lequel co-évoluent **les agents pathogènes**, leurs vecteurs (pour les maladies vectorielles) et leurs hôtes, les maladies infectieuses animales représentent un défi majeur pour l'élevage et, par conséquent, pour la productivité agricole et agroalimentaire [6]. Les crises sanitaires ont également des conséquences environnementales et politiques, notamment en raison des ressources mobilisées pour leur surveillance et leur contrôle et de leur impact sur le commerce international. Des besoins importants de recherches concernent (i) le renforcement des connaissances fondamentales sur les mécanismes d'évolution des agents pathogènes sous la pression des changements globaux et leurs conséquences épidémiologiques (modification des dynamiques de transmission, de la distribution spatio-temporelle et de l'émergence des maladies), (ii) le développement d'outils pour améliorer la détection précoce des agents pathogènes, la surveillance des maladies animales, la résilience des élevages (biosécurité, vaccination) et, *in fine*, fournir des outils d'aide à la décision pour une prévention et gestion plus efficaces des maladies y compris pour les maladies transfrontalières ou tropicales dont certaines sont aux portes du pays.
- Enfin, il sera primordial de penser les développements futurs de l'élevage dans une perspective de soutenabilité, en intégrant les **dimensions économiques, sociales et politiques** aux dimensions biotechniques. Pour cela, la recherche devra considérer l'élevage dans son rapport global aux systèmes agroalimentaires et aux dynamiques territoriales, ainsi que dans la diversité des formes que peut prendre la transition. Les objectifs seront notamment de comprendre les dynamiques de changement actuellement à l'œuvre dans les filières d'élevage françaises, les tensions qui les traversent, les controverses qu'elles soulèvent, et d'accompagner l'élevage vers une meilleure prise en compte de ces enjeux, afin d'élaborer des outils favorisant les adaptations et les transitions de l'élevage et des systèmes agroalimentaires dans une perspective de soutenabilité.

Conclusion

Pour répondre à ces questions et pour être en mesure de proposer des solutions pour relever les défis de souveraineté alimentaire et de durabilité des élevages, la France a besoin de fédérer sa recherche menée à l'heure actuelle dans différents instituts (INRAE, CIRAD, Ifremer), universités, écoles (vétérinaires et d'agronomie) ou agences (Anses) au travers de grands programmes de recherche nationaux, interdisciplinaires et fédérateurs. C'est l'ambition du [programme d'équipement prioritaire de recherche \(PEPR\)](#) « Élevages durables » financé à hauteur de 45 M€ par France 2030, qui débute le 1er mars 2026 pour une durée de cinq ans et qui réunit autour de six grands projets ciblés l'ensemble de la communauté française de recherche pour relever les défis auxquels est confronté l'élevage français : être performant d'un point de vue économique et environnemental, préserver le bien-être et la santé des animaux comme celle des citoyens, et redevenir un secteur d'activités attractif pour les jeunes générations.

Conflits d'intérêts

Les auteurs déclarent ne pas avoir de conflit d'intérêts.

Remerciements

Ce travail s'inscrit dans le montage du PEPR Elevages Durables qui bénéficie d'une aide de l'État gérée par l'Agence Nationale de la Recherche au titre de France 2030 portant la référence ANR-25-APSE- 0001.



Références

- 1- Ministère de l'agriculture, de l'agro-alimentaire et de la souveraineté alimentaire. (2024). #SIA2024 : lancement du plan gouvernemental renforcé de reconquête de notre souveraineté sur l'élevage. Communiqué de presse, 25 février 2024. Consulté le 4 mars 2026 sur <https://agriculture.gouv.fr/sia2024-lancement-du-plan-gouvernemental-renforce-de-reconquete-de-notre-souverainete-sur-lelevage>
- 2- Conseil économique social et environnemental (CESE). (2024). *Défis et avenir de l'élevage français : le CESE adopte son avis*. Consulté le 4 mars 2026 sur : <https://www.lecese.fr/actualites/defis-avenir-elevage-francais-le-cese-adopte-son-avis>
- 3- Animal Task Force. (2024). *A Vision Paper for a sustainable livestock sector in Europe*. https://animaltaskforce.eu/Portals/0/ATF/2024/ATF_Vision%20Paper_2024.pdf
- 4- European Commission. (2024). *Main initiatives: Strategic dialogue on the future of EU agriculture*. Consulté le 4 mars 2026 sur https://agriculture.ec.europa.eu/common-agricultural-policy/cap-overview/main-initiatives-strategic-dialogue-future-eu-agriculture_en
- 5- Global Research Alliance. (2024). *Highlights 2023-2024 on agricultural greenhouse gases*. <https://globalresearchalliance.org/wp-content/uploads/2024/09/GRA-Annual-Highlights-Report-2023-2024.pdf>
- 6- Haut Conseil pour le Climat. (2024). *Accélérer la transition climatique avec un système alimentaire bas carbone, résilient et juste*. Consulté le 4 mars 2026 sur <https://www.hautconseilclimat.fr/publications/accelerer-la-transition-climatique-avec-un-systeme-alimentaire-bas-carbone-resilient-et-juste/>

